



Sommaire

Edito

Stéphane Creach.....p.1

Identifier les changements structurants pour une autre économie des territoires bretons.....p.1

La recherche, l'innovation, l'éducation et la formation au cœur de nouvelles manières de produire en territoire.....p.1/2

Renouveau industriel planifié en territoire : encourager un nouveau modèle de croissance.....p.3/4

L'emploi durable comme ciment du tissu productif et de services.....p.4

Replacer la personne au centre des préoccupations humaines, sociales, environnementales et économiques.....p.5

Refaire démocratie en requalifiant la démocratie sociale.....p.5

Une relance des politiques publiques favorisant toutes les interactions des collectivités et le service public.....p.6



APPEL GRATUIT

Site Internet :

www.cgt-bretagne.fr

mail :

cgt.bretagne@wanadoo.fr

Tél. 02 99 65 45 90

Fax : 02 99 65 24 98

Directeur de la

publication :

Thierry GOURLAY

I.S.S.N. : 1258-7745

C.P.A.P. : 0723 S 07992

Bimensuel - 0,15€

Pour changer la vie, il faut changer de recettes !

La CGT est convaincue que changer de modèle économique implique bien évidemment des choix transformants pour que d'une économie basée sur le profit pour quelques-uns, nous passions à une économie durable, sociale, basée sur la connaissance, et efficiente en ressources.

Il convient dès lors que la politique industrielle, plus particulièrement, ne soit pas qu'un simple soutien passif à un environnement favorable aux affaires mais qu'elle soit dotée d'une réelle stratégie. L'industrie doit se réinventer pour se consacrer à ce qu'elle sait faire : répondre aux besoins sociaux.

Comme pour les politiques publiques, l'industrie, mais aussi les services, sont en manque de vision et de stratégie puisque tout simplement ce duo est accaparé par « le monde des affaires » avec son cortège de subventions aussi diverses que variées mais qui sont en fait un soutien public détourné.

Cette crise sanitaire que nous vivons est d'un tel aveu de l'impuissance du secteur privé que cela en devient pitoyable.

Une des réponses que ce système subventionné promotionne est celui de recommander un modèle de croissance axé sur la consommation individuelle de biens, davantage que sur la recherche de solutions aux besoins sociaux : énergie, santé, vieillissement des populations, réchauffement climatique...

Or c'est exactement l'inverse qu'il faut entreprendre et pour cela les salariés ont besoin de se faire entendre et de réclamer des mesures concrètes en faveur d'une politique qui remplace l'individu dans son environne-

ment au centre des préoccupations.

A n'en point douter, le rôle et la place des syndicats CGT sera déterminante pour s'assurer que la folle course en avant de la recomposition du système libéral de la promotion d'une unique stratégie commerciale ne redevienne pas la règle.

Contester ces règles du jeu ce n'est pas seulement enfiler le costume de « l'empêcheur de tourner en rond » c'est avant tout donner la parole à celles et ceux qui sont en capacité de construire de nouveaux droits en matière du droit du travail, de protection environnementale, des droits culturels et de règles de santé et de sécurité.

Ce numéro du Rapid'Info est une contribution à cette reconstruction essentielle pour que, si une page doit se tourner, ce n'est pas pour reprendre le roman par le début mais inventer une autre trajectoire.

Les pages qui suivent n'ont pas la prétention de tout régler ni d'apporter toutes les solutions à répliquer. Ce que souhaite la CGT est un vaste mouvement pour remettre les choses à l'endroit et pour cela la parole des salariés.es doit être celle qui se place au-dessus de ce déchainement médiatique aussi inutile qu'asservissant.

La capacité des salariés à agir doit redevenir cette réalité que c'est bien là que réside le changement.

Stéphane CREACH
Comité Régional Cgt Bretagne

Identifier les changements structurants pour une autre économie des territoires bretons

La crise sanitaire n'a-t-elle mis pas en lumière les limites d'une économie basée essentiellement sur des critères de rentabilité financière ? Face aux appels au secours du MEDEF et des libéraux pour un retour à une activité de leur point de vue « normale » dans les délais les plus brefs, la Cgt entend s'inscrire dans l'après pour qu'il soit différent.

Quelles activités ? Quels emplois ? Quelles priorités ? Quelles articulations pour conjuguer économie, social, environnement et démocratie ? Quelles complémentarités industrielles dans les filières ou transversales pour optimiser la réponse aux besoins ? Quelles politiques publiques pour organiser une économie vertueuse ?

L'ensemble de l'architecture économique régionale est à rediscuter en fonction des activités économiques pour répondre aux besoins et attentes des populations. Bien sûr les enjeux de santé, bien sûr la question des transports des personnes et des marchandises devront répondre à des exigences d'efficacité sociale et environnementale, bien sûr les questions d'énergie et de communication qui

sont vitales pour lutter contre les inégalités sociales, particulièrement dans une région rurale où les activités se tournent vers les métropoles, bien sûr...

Pour produire autrement, former, soigner, transporter, ... autrement, c'est poser la question des moyens financiers, de la répartition des richesses créées au service de qui, de quoi ?

Aménager le territoire avec tous les acteurs devient une exigence nouvelle pour rompre avec les logiques qui ont démontré leur limite en cas de crise majeure.

Revisiter les critères de l'économie pour qu'elle soit plus sociale, plus démocratique, plus écologique suppose de repenser son objet dans la société et de fait la place du travail et des travailleurs.



Quelle est la bonne question à se poser pour paramétrer une économie future plus « vertueuse » ? C'est avec cette ambition que la Cgt souhaite aborder cet « Après » pour ne pas laisser aux « décideurs » l'avenir des salariés sur la région.

La réorientation des politiques publiques pour un territoire aménagé est un enjeu pour résorber les inégalités et permettre de vivre là où on travaille. C'est aussi une question d'environnement dans une région où 90% des personnes qui se rendent au travail tous les jours, le font avec leur véhicule personnel.

Une économie sociale c'est aussi celle qui répond aux besoins pour vivre décemment.

Passer de l'ambition à la réalité est un des défis de ce jour modifié des certitudes actuelles, ce qui suppose pour les salariés de s'emparer de ces questions et d'y apporter les propositions qu'ils estiment utiles à la construction d'une société solidaire et durable.

La recherche, l'innovation, l'éducation et la formation au cœur de nouvelles manières de produire en territoire

Le monde de la recherche -ou plutôt des recherches, puisque fondamentale, appliquée, scientifique, ... doit être avant tout un univers qui peut permettre de développer de la connaissance, d'expérimenter, de recueillir des idées, de produire des résultats avec ou pas de traductions directes du point de vue économique. Mais dans ce domaine, comme dans d'autres, les périmètres du secteur privé et du secteur public ne poursuivent pas forcément les mêmes buts. Le premier prend le pas sur le second au nom de la compétitivité et de la recherche de rentabilité financière au service des grands groupes.

L'innovation poursuit la même trajectoire avec cette particularité que cette innovation s'écarte de plus en plus des besoins fondamentaux des populations et répond avant tout au consumérisme et à la politique de l'offre.

L'éducation est certainement une des solutions pour changer radicalement de paradigme. Mais cela demande une conviction politique, du temps, des moyens et un rapport social particulièrement adapté. L'apport des connaissances et la capacité à forger l'esprit critique sont d'autant plus importants que les crises apportent leurs lots de facilités intellectuelles et

leurs cortèges de certitudes, de désinformation, de privation de libertés dont celle d'émettre un avis contraire à la pensée politique dominante.

Enfin, l'outil de la formation se veut avant tout comme le passeport à la liberté d'exercer sa profession et d'acquérir, dans un parcours professionnel et de vie, un certain nombre de connaissances à l'évidence applicables sur son lieu de travail mais aussi dans un horizon plus complet. La formation doit se comprendre comme un avantage tourné également vers l'individu.



Pour la CGT :

La recherche publique a un réel besoin de soutien politique, stratégique, de planification et de moyens financiers pour une traduction dans une aventure incertaine mais c'est cette

incertitude qui est le fondement des réussites et découvertes, y compris et surtout dans des moments de rupture. Nous y sommes avec, en premier lieu, la crise climatique et écologique qui est sociale et politique. La rupture doit être aussi, du point de vue du sens du travail, avec un réel

ajustement de sa valeur et dont le prix est très en deçà de sa traduction monétaire.

- **L'innovation**, qui se comprend par l'amélioration de l'existant, se traduit, dans les faits, dans un but très limité de la commercialisation, une fois encore au service des retombées économiques. L'innovation sociale se traduit aujourd'hui dans un objectif voisin mais dans le cadre de l'économie sociale et solidaire. Il s'agit plus de l'adaptation différenciée au marché que du social en tant que tel. L'innovation sociale devrait certainement mieux s'affranchir des modèles de « marchés » pour remettre l'humain au centre des préoccupations.
- **L'éducation** ne peut réduire son sens à la question de l'enseignement. C'est plus étendu dans l'objectif de conduire à la connaissance et de permettre la compréhension des divers mécanismes qui fondent les sociétés. Il est fondamental de permettre que cette étape de vie puisse se réaliser dans l'objectif d'un épanouissement avec des techniques et moyens permettant à la communauté éducative de diriger sa pédagogie vers le public auquel elle s'adresse, du plus jeune âge à l'âge adulte.
- **La formation** dont il est bien sûr question est du point de vue professionnel pour l'acquisition de connaissances ou leur approfondissement. Cette formation est entendue là aussi dans un sens large et

ne peut se résumer qu'au plus petit dénominateur commun des processus professionnels en vue d'une « employabilité ». Or l'être humain marche avec sa tête, de l'artiste peintre au plombier. La formation n'est pas un accessoire de management patronal mais un élément constitutif de la manière d'exercer une profession au travers les divers mécanismes de situation de travail mais aussi dans un parcours de vie.

Il convient que tout ce processus, qui concentre les questions de connaissances et de réalisations, puisse s'enrichir mutuellement. La localisation des outils en territoire, leur complémentarité, l'aménagement et l'accès aux lieux spécifiques doivent se faire dans une construction solidaire pour lequel la notion d'égalité et de complémentarité doivent être au cœur du projet.

Non, les « grandes écoles » n'ont aucune obligation à se situer dans le plus beau quartier de la Métropole. Oui, une entreprise de haute technologie peut se retrouver « en pleine nature ». L'aménagement du territoire dans ce domaine aussi doit être pensé pour permettre aux individus de meilleures conditions d'habitat, de travail, de plus grandes facilités de loisirs et de culture. Cette recherche ne répond pas aux objectifs strictement économiques, mais bien davantage pour le bien-être et l'épanouissement de la population.

Renouveau industriel planifié en territoire : encourager un nouveau modèle de croissance

Potentiel technologique, humain et géographique

L'implantation géographique tournée vers la mer, une densité de population supérieure à la moyenne nationale mais aussi des salariés peinant à faire reconnaître leurs qualifications dans le monde du travail, tels sont les points marquants parmi nombre d'atouts de l'économie bretonne.

Cette économie, assise historiquement sur l'agriculture et la pêche (1^{ère} région de France sur ces 2 items), a développé une forte industrie agroalimentaire, un tourisme prin-

cipalement côtier (3^{ème} région de France) mais aussi des pôles technologiques de télécommunication sans oublier la construction navale et automobile.

L'industrie bretonne (5^{ème} région de France) emploie environ 160 000 salariés dont 70 000 dans l'agroalimentaire, 50 000 dans la métallurgie et 40 000 dans les technologies de l'information et la communication. L'industrie bretonne résiste globalement mieux que la moyenne nationale et recrute des emplois.

Investissement et modernisation

Les investisseurs externes ne s'y trompent pas puisque la Bretagne est au 2nd rang national derrière l'Île de France

en 2018. Ils se déclarent attirés par les avancées technologiques visibles dans les télécoms mais aussi dans l'agroalimentaire. Le « *génie du nouveau* » cité à Quimper le 2 février 1969 n'était pas qu'une incantation...

Réponse aux besoins et création de richesses

L'industrie produit globalement 15% des richesses de la région et contribue très significativement à la richesse nationale. Pour autant, la première problématique est la reconnaissance salariale du travail, malgré un solde d'emploi qui résiste, mais qui est déséquilibré géographiquement pour sa partie la plus qualifiée. C'est une situation qui contribue aux autres déséquilibres territoriaux de la région : agglomérations sur la partie côtière, transports de marchandises par la route, déficit énergétique, mise en valeur modeste des potentiels maritimes alors que la balance des échanges commerciaux tend à l'équilibre.

Développement durable, création de la valeur ajoutée en territoire, travail de qualité :

Cette situation aux éléments multiples souligne de manière aiguë l'enjeu de la valeur ajoutée en territoire et celui du partage des richesses.

La dimension humaine du développement durable renvoie

à l'espérance de vie des salariés bretons qui est significativement inférieure à la moyenne nationale : lien avec l'emploi peu qualifié et des conditions de travail encore très dures dans l'industrie. Dans ce cadre, 2 pistes apparaissent prioritaires :

- valoriser les potentialités des pôles technologiques et d'innovation en lien avec les biotechnologies et les

énergies marines. - le renforcement des expérimentations allant dans le sens de la construction d'un statut du travail salarié et la conti-	nuité des droits des salariés changeant d'entreprise et/ou de métiers en lien avec la formation professionnelle
Conception d'une planification quadripartite Associer dans un but normatif, les pouvoirs publics, le monde économique et les représentants des salariés et les usagers se doivent d'aller au-delà d'un simple dialogue social, mais bien d'une évaluation et d'une prospective	construite autour de rendez-vous réguliers. Il ne s'agit pas d'inventer une nouvelle gouvernance économique « pour tout le tissu concerné » fut-elle décentralisée, mais imposer une dimension démocratique indispensable parce qu'assise sur l'intervention des salariés et de la population sur les enjeux qui les concernent.
Logique et cohérence d'une filière industrielle globale Les déséquilibres <i>territoriaux</i>, repérés et partagés comme tels, doivent imprégner les projets et les aides à l'investis-	sement relocalisés : économie de la mer, énergie, transport de marchandises et interconnexion multimodale, projets de territoires qui s'inscrivent dans une approche globale.
Prévalence de l'impact social et environnemental dans la construction des projets alternatifs La relocalisation et la réaffirmation de projets industriels s'inscrivent dans une approche de développement humain durable. Cela signifie qu'il faut chiffrer les emplois nécessaires à la transition écologique jusque dans sa dimension agricole et	agro-alimentaire (le savoir bien manger par exemple) après avoir interrogé collectivement le bien-fondé de l'utilité sociale des productions. Cela doit se lier à la question de leur durabilité, de leur recyclage et des conditions de leur production. Les normes sociales et environnementales sont indissociables à l'élaboration des initiatives et des projets alternatifs construits démocratiquement.

L'emploi durable comme ciment du tissu productif et de services

Pour le sens commun, un emploi durable est un emploi qui permet de se projeter dans l'avenir. Promouvoir l'emploi durable, c'est favoriser la situation en emploi tout au long de sa vie professionnelle.

Le développement humain durable implique d'agir pour la mise en œuvre de nouvelles politiques de développement fondées sur la revalorisation du travail et la préservation de l'environnement, en associant les enjeux sociaux et environnementaux.



Développer l'emploi durable signifie donc d'engager la réindustrialisation locale en réhabilitant une politique industrielle capable de favoriser les circuits courts entre les productions et les réponses aux besoins, limitant ainsi considérablement les flux mondiaux de transport et développant

l'emploi qualifié.

C'est un recentrage des activités au plus près des besoins des populations. Cela passe également par une relecture du contrat de travail et de la notion de mobilité des travailleuses et des travailleurs.

La région Bretagne est particulièrement mise à mal sur les sujets de valorisation du travail, salaire d'embauche les plus faibles, taux de TMS les plus élevés, déconsidération des qualifications, fuites des jeunes diplômés...

L'agroalimentaire est à ce propos emblématique d'une situation de « surdiplômés ». 34% des salariés en moyenne ont un diplôme supérieur à leur poste de travail et c'est encore plus important en ce qui concerne la proportion de bacheliers en tant qu'ouvriers et employés en Bretagne par rapport à la moyenne nationale. La période récente a mis en évidence la nécessité des personnes exerçant des métiers peu considérés alors qu'ils sont déterminants pour assurer la continuité de la vie de la nation. C'est encore plus vrai pour les secteurs à prédominance féminine où les

femmes cumulent les inégalités. C'est vrai dans la santé, la distribution, l'agroalimentaire ou les personnels territoriaux. Il faut mettre un terme à ces inégalités.

Emploi qualifié, revalorisation du travail, mobilité, préservation de l'environnement... Le nouveau statut du travail salarié, proposé par la CGT, permet de répondre à ces attentes.

Pour pouvoir peser face aux pouvoirs publics et porter ces idées progressistes dans et hors des entreprises, la CGT a besoin des syndicats. Ceux-ci doivent pouvoir mieux appréhender leur capacité à intervenir sur l'évolution du territoire et pouvoir agir sur la stratégie de l'entreprise ou des entreprises du bassin d'emploi.

L'exemplarité sociale voulue par le Conseil Régional de Bretagne nécessite l'implication des salariés, dans leur ensemble, pour porter les exigences sociales afin qu'elles s'inscrivent dans la vie réelle des travailleurs.

Pour être durable, l'emploi doit pour le moins regrouper ce qu'il représente pour le salarié, pour le territoire et l'entreprise.

Replacer la personne au centre des préoccupations humaines, sociales, environnementales et économiques



C'est en effet se préoccuper en priorité du « **bien vivre ensemble** » en Bretagne. De quoi a-t-on besoin pour répondre au bien-être des citoyens bretons et à l'épanouissement de la population, pour que les richesses créées par le travail répondent à la satisfaction des besoins fondamen-

taux des individus en terme d'emplois, de santé, d'habitat, d'éducation, de conditions de travail mais aussi de transports, d'accès à la culture et aux loisirs, de formation, également du « bien manger » ?

Cela ne signifie-t-il pas de donner **une autre finalité à la production de biens et de services** que la recherche maximale de profits et la rémunération des actionnaires. Cette finalité est de conjuguer dans un même élan, à partir de la place centrale du travail, la réponse aux besoins et la protection de l'environnement.

Cela nécessite de proposer une combinaison de bonnes pratiques pour

pérenniser sur notre territoire l'emploi, l'industrie, l'agriculture, les services ...et ainsi s'appuyer sur une feuille de route régionale élaborée collectivement.

Cela passe inévitablement par replacer le travail au cœur, c'est-à-dire en prenant les décisions, non pas à partir de critères exclusivement financiers mais bien à partir du travail lui-même.

C'est aussi remettre de la citoyenneté au travail, de la démocratie au travail : citoyen au travail, comme dans la cité, tel est l'avenir de la société et de la démocratie que nous voulons.

Refaire démocratie en requalifiant la démocratie sociale

La question du débat contradictoire et de l'élaboration de projets alternatifs devraient pouvoir trouver aussi le champ de la démocratie sociale dès le lieu de travail.

Pour faire démocratie, l'ensemble des acteurs économiques, sociaux, associatifs est essentiel. La société civile organisée par l'intermédiaire des CSE doit être confortée comme doit être confortée la position des Conseils de Développement.

Les réformes successives de l'Etat ont renforcé les pouvoirs dans les territoires, et nous devons nous approprier ces évolutions. Aujourd'hui, nous avons des difficultés à participer dans ses différents lieux où se joue l'avenir socio-économique, où se joue de plus en plus le devenir des salariés, des entreprises. Dépasser les constats et acter une démarche de propositions dans les territoires est urgent !

Nous avons des difficultés à mesurer ce qui bouge sur le sujet et sur notre démarche revendicative. Nous avons également un déficit d'appréhension dans notre organisation, du syndicat

aux structures, sur les aspects généraux de l'économie aujourd'hui. Il existe des contradictions CGT entre les territoires et les entreprises, d'où la nécessité de travailler une démarche cohérente à porter dans les différents lieux d'interventions de la CGT, du syndicat, des structures, jusqu'aux institutions où nous siégeons. A l'exemple les CDEF et CTEF (Contrat Départemental Emploi Formation ; Contrat Territorial Emploi Formation) : Quelle présence CGT ? Quelle intervention CGT ? Des Conseils De Développement ?



Nous devons gagner, dans les entreprises et les services, que les propositions alternatives des organisations

syndicales, représentant ceux qui connaissent le mieux le travail et l'organisation de ce dernier, soient prises en compte et étudiées de manière satisfaisante. Pour se faire, les CSE (comité social et économique) et toutes les instances de représentation des agents et salariés, doivent être le lieu, au plus près du lieu de production (de services comme de produits) qui permet cette construction collective et commune.

La Conférence sociale régionale doit permettre l'expression revendicative et la prise en compte des propositions des organisations syndicales pour aborder les bases d'une société post covid 19 avec des critères différents. Les conditions du dialogue social sont aussi la résultante d'une prise en compte de tous les avis, y compris syndicaux.

L'activité territoriale suppose des droits nouveaux pour permettre au syndicalisme d'avoir les moyens d'une expression travaillée avec les syndicats et les salariés. Cette démocratie territoriale est à inventer pour être un acteur à part entière de l'évolution de la société.

Une relance des politiques publiques favorisant toutes les interactions des collectivités et le service public

Donner une définition exacte d'une politique publique n'est pas exercice facile, néanmoins, nous pouvons avancer le fait qu'une politique publique est un programme d'actions coordonnées dans le but de modifier l'environnement culturel, économique, social et environnemental pour apporter des solutions à des besoins de société. Ce programme est adopté par la puissance publique dans les domaines relevant de son autorité (locale, nationale, européenne). Sa mise en œuvre donne lieu à des plans d'actions soumis logiquement à une évaluation, tout du moins cela serait logique. Force est de constater que la question de l'évaluation des actions publiques engagées reste bien encore timide dans l'exercice des responsabilités.

Une politique publique intègre les différents aspects de la vie en société, énergie, santé, éducation, sécurité....

L'intégration des politiques publiques dans la vie concrète relève bien évidemment de la volonté politique d'inscrire sur son agenda la résolution des déséquilibres sociaux.

Depuis plusieurs années des réformes structurantes affectent le champ et l'organisation de l'action publique avec le sentiment légitime pour les citoyens et les salariés de la difficulté à intervenir sur le sens et le contenu de ces politiques.

La grande question reste la construction de réponses collectives et crédibles dans un espace qui est tout sauf d'une clarté absolue. Le risque est alors que cet espace « confiné » le reste et soit, de ce fait, une chasse

gardée de quelques « experts » bien souvent auto proclamés.

Cette crise grave liée au Covid 19 ouvre singulièrement un espace pour le monde du travail de réinterroger les politiques publiques en réponse aux besoins.

- Pourquoi les politiques publiques souffrent aujourd'hui d'incohérence de mise en œuvre ?
- Quelles sont les résistances individuelles et collectives ?
- Comment coordonner les différents acteurs (locaux et les services publics) pour atteindre l'objectif ?
- Quelle place du service public dans la mise en œuvre des politiques publiques ?
- Est-ce qu'aujourd'hui les politiques publiques menées par les acteurs locaux servent réellement l'intérêt public ?
- Quelles politiques publiques d'« après crise » seront nécessaires pour répondre aux besoins ?
- Quels rôles doivent jouer les acteurs de la CGT (syndicats, élus et mandatés...) dans la mise en œuvre des politiques publiques ?

L'ensemble de ces problématiques ne se résout pas comme cela en exposant juste une partie des interrogations.

Dans certaines circonstances, il faut remettre à plat un système.

La CGT entend ainsi encourager cette prise de conscience pour que solidarité et justice sociale doivent finalement être considérées comme aussi importantes que la compétitivité économique dans notre pays et dans l'Union Européenne.

Prenons deux exemples : la culture et la paix car sans tout approfondir, il y a quand même des incontournables.

Notre modèle culturel productiviste doit être questionné afin d'inventer quelque chose de nouveau, et non pas reproduire systématiquement ces événements rituels, saisonniers et touristiques, prioritairement économiques, d'un monde d'Avant. Comment prendre en compte des échelles plus humaines, plus diversifiées et originales, en respect de tous les talents d'ici ou d'ailleurs dans la recherche permanente de la beauté et de la qualité? Comment ancrer les créations dans leurs territoires avec leurs identités, leurs spécificités, leur caractère plus populaire? Comment développer les échanges internationaux actuellement gelés mais pourtant nécessaires pour faire vivre les créations multiculturelles, les échanges et coopérations facteur de qualité, de compréhension mutuelle, de respect et de paix.

Construire la paix ne se fera jamais sans la culture, l'éducation, sans ces artisans de l'art, ces femmes et hommes dont le domaine est « les œuvres de l'esprit, du corps, du geste, de la parole... » alliés à tous ces bénévoles, militants, passionnés qui les accompagnent. Ce qui implique des choix budgétaires de l'Etat : de nouvelles armes nucléaires de la culture et bien-être? Il est certain que la pensée, la créativité, l'engagement citoyen ne vont pas connaître de récession mais vont être confrontées à des obstacles économiques voire anti démocratiques, créant des difficultés inédites quant à leur expression et diffusion. Il est urgent de réfléchir ensemble pour mieux réagir et agir.

La CGT construit, elle puise sa force avec ses syndicats et les salariés

La CGT Bretagne a pris de nombreuses initiatives dans la dernière période, elle va continuer en ce sens pour l'intérêt des salariés. Ce journal propose une nouvelle étape de construction collective avec et pour les syndicats CGT et bien évidemment les femmes et les hommes qui les composent.

La CGT appelle plus que jamais à l'ébullition des revendications pour que la période que nous vivons ne soit pas captée par une petite partie de ce qui fonde la société.

La revendication pour une société juste et démocratique est plus que jamais d'actualité.